



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Pages 2 et 3

EN BREF D'AFRIQUE :
MAURITANIE, GUINEE, AFRIQUE
DU SUD.

Page 4

LES DISSENSIONS AU SEIN DU
FROLINAT. (TCHAD)

Page 6

ETHIOPIE : DERRIERE LA VIC -
TOIRE DES OFFICIERS RADICAUX.

Page 8

LE CONGRES DU FRELIMO : NOU -
VELLE ETIQUETTE ET VIEUX
NATIONALISME.

Page 10

ESPAGNE : QUAND JUAN CARLOS
APPARAÎT COMME ARBITRE.

Page 11

PAYS DE L'EST : LA REPRESSION
N'ARRETE PAS LA CONTESTATION.



prix: 1 Franc

N° 47 - 14 fevrier 1977

GISCARD AU MALI

LE CIRQUE

DE LA

COOPÉRATION

Pour la première fois depuis 1960, un chef d'Etat français s'est rendu au Mali. Moussa Traoré l'a reçu en grande pompe. C'est dans la nature des choses : le régime dictatorial de Moussa Traoré ne peut pas vivre sans les miettes que lui accorde l'impérialisme français.

.../...

Avant son départ au Mali, Giscard a annoncé que ses entretiens avec Moussa Traoré permettront de définir les buts et les moyens d'une action commune en vue du développement économique et social du Mali.

Les discours ne coûtent pas cher à Giscard, ni à l'impérialisme français. Car enfin, si le Mali est aujourd'hui un des pays les plus pauvres, comme l'ont rappelé complaisamment les commentateurs, l'impérialisme français qui l'avait colonisé pendant plusieurs décennies, y est tout de même pour quelque chose !

Et même maintenant, si l'impérialisme français verse un peu d'argent pour équilibrer le budget de l'Etat malien, ce n'est pas pour développer le pays, mais pour consolider le régime militaire qui lui est dévoué et pour donner des justifications publiques à se mêler de la vie politique et de la vie économique du pays.

Et si l'argent versé profite aux privilégiés du régime, aux militaires et aux fonctionnaires avant tout, ni les travailleurs des villes, ni ceux des campagnes n'en voient la moindre trace.

Aide française ou pas, leur situation s'aggrave au contraire. Le chômage se développe ; des milliers de jeunes sont condamnés à rester toute leur vie des chômeurs. Il suffit de voir à Bamako tous les jeunes condamnés au désœuvrement, à passer leur temps sous les arbres à jouer à la belotte ou aux dames, pour en être convaincu.

Pendant que salaires stagnent pour les 50 000 salariés qui ont la chance d'en avoir, les prix augmentent.

Quelques exemples parmi d'autres : le prix d'un kilo de viande est passé de 350 FM à 800 FM entre 1972 et 1976, soit une augmentation de 128%. Le kilo de sucre est passé de 250 à 550 FM (120% d'augmentation) durant la même période ; et le prix du litre d'huile, de 275 à 500 FM (81% de hausse).

Alors, que Giscard et Traoré se congratulent : la coopération franco-malienne c'est la coopération entre les grands profiteurs de l'impérialisme français et les petits profiteurs maliens sur le dos des exploités.

* * * * *

..E N N A B R E F E N B R..

MAURITANIE: PAS UN SOUS POUR LA GUERRE CRIMINELLE !

Pour faire face à la guerre du Sahara Occidental le gouvernement de Nouakchott vient de prendre la décision d'augmenter le budget militaire de 66 %. Il passe de 1,2 milliard de francs CFA à 2 milliards de francs CFA par an.

Voilà une première conséquence de cette sale guerre à laquelle il faut mettre fin..

Car ce n'est pas la classe réactionnaire de Nouakchott qui souffre de cette guerre mais surtout la population.

Certains sont morts sur le front, d'autres sont prêts à y aller.

Tout cela parce que Ould Daddah ne veut pas renoncer aux richesses qu'il y a dans le sous sol du Sahara. Alors il augmente les dépenses militaires et envoie la population à la guerre .

Pour cacher ses ambitions, il prétend qu'il faut "défendre la Mauritanie contre les envahisseurs".

En réalité il ne fait que mentir pour faire accepter aux Mauritaniens cette guerre absurde, et les envoyer assassiner leurs frères saharais.

* * * * *

GUINÉE: SEKOU TOURE : ANTI-IMPERIALISME EN PAROLE

Les relations entre la France et la Guinée, interrompues depuis plusieurs années, sont en voie de rétablissement. De même, Sékou Touré, Chef de l'Etat, vient de féliciter le nouveau chef de file de l'impérialisme américain pour sa politique.

Or Sékou Touré se proclame volontier anti-impérialiste. Cela lui vaut même un certain prestige; A vrai dire ce prestige lui vient moins de ses discours actuels que de sa prise de position lointaine lorsqu'il a répondu "non" en 1958 à la communauté française.

Sékou Touré se sert de ce prestige pour opprimer la population de son pays. L'anti-impérialisme c'est organiser la population à lutter pour mettre fin à l'exploitation capitaliste en Guinée et aussi dans d'autres pays capitalistes du monde. Sékou Touré a justement peur de cette organisation qui remettra en cause sa propre autorité.

Il n'est ni plus ni moins qu'un dirigeant nationaliste qui aspire à plus d'indépendance à l'égard de l'impérialisme français ou américain qui opprime son Etat. Cet écart n'est autre qu'une manoeuvre de l'Etat guinéen pour obliger l'impérialisme à lui accorder un peu plus de miettes. Sékou Touré ne lutte pas pour mettre fin à l'exploitation capitaliste.

* * * * *

AFRIQUE DU SUD

A SOWETO LES MANIFESTATIONS CONTINUENT

Une nouvelle vague de manifestations a secoué Soweto en début de février. Et les ordres du gouvernement interdisant toute circulation des jeunes étudiants dans les rues de Soweto pendant la journée ne les ont pas intimidés pour autant.

Dans d'autres endroits, comme Le Cap, les jeunes étudiants n'ont toujours pas repris les cours, et les manifestations continuent.

Autant dire que si Vorster espérait une accalmie dans la lutte contre le régime de l'apartheid, il doit se détromper.

Le régime a des ennuis même avec ses plus fidèles soutiens au sein de la population noire. Au moment-même où il accordait l'autonomie interne à un des principaux bantoustans, le Kwazoulou, celui qui était pressenti pour le diriger, Buthelezi, a lui-même déclaré son hostilité à la parcellisation de l'Afrique du Sud.

Et Vorster a beau insister sur le morcellement du pays en de tout petits Etats séparés pour diviser la population africaine et mieux la contrôler, il n'arrivera pas à bout de la volonté des opprimés de ce pays à lutter pour mettre fin au régime de l'apartheid.

TCHAD

LES DISSENSIONS AU SEIN DU FROLINAT

L'archéologue française, Françoise Claustre détenue en otage, depuis plus de deux ans par les nationalistes toubous, au Tchad, vient d'être libérée. Ainsi que son mari, fait prisonnier par ceux-ci.

Ce qui importe dans cette affaire, ce n'est ni la longue détention de Françoise Claustre, ni même l'exécution par Hissène Habré du tortionnaire Galopin, envoyé comme négociateur par le gouvernement français. Quand bien même nous ne pensons pas que l'enlèvement d'otages puisse servir en quoi que ce soit les opprimés tchadiens, nous ne pouvons regarder qu'avec écoeurément les larmes de crocodile versées à ce sujet par ceux qui par ailleurs s'accommodent fort bien de l'oppression du peuple tchadien.

Mais cet enlèvement et ses suites ont mis au grand jour la division existant dans le Front de Libération Nationale du Tchad - FROLINAT - dirigé par Abba Siddick.

Les dissensions au sein du FROLINAT, ou autour de lui - entre Abba Sidick et Goukouni, ou encore entre ce dernier et Hissène Habré par exemple - sont sans doute dues pour une bonne part à des rivalités de personnes, voire peut-être à certaines manœuvres des services secrets français comme on le laisse entendre parfois du côté de la direction du FROLINAT, lorsqu'il est question du rôle d' Hissène Habré. Mais ces dissensions ont aussi des causes plus profondes.

Le FROLINAT est l'organisation qui lutte sur le terrain contre le régime d'oppression installé à N'Djaména, incarné successivement par Tombalbaye puis par Malloum. Il affronte, les armes à la main, les hommes de main de la dictature, quand ce n'était pas directement les troupes de l'impérialisme français, principal soutien de Tombalbaye puis de Malloum.

A ce titre, il a incarné bien des espoirs dans la population. Il s'est développé pendant toute une période précisément parce qu'il a incarné les espoirs de changement d'une population lasse de la dictature.

Mais le paradoxe de cette organisation nationaliste est que la base de masse qu'elle s'est trouvée au début, et qui lui a permis de se développer, elle se l'est trouvée dans une région de minorité nationale.

Le FROLINAT qui a vu le jour au congrès de Niala, au Soudan en 1966, a pu en effet se développer en canalisant le mécontentement des éleveurs et des paysans toubous, révoltés contre Tombalbaye.

A l'origine, il y avait le refus des toubous de payer les impôts de plus en plus lourds, et prélevés dans l'arbitraire le plus total par des fonctionnaires aussi corrompus que le régime. Ce refus a déclenché une répression violente. L'armée tchadienne, aidée par les troupes d'occupation françaises, a complètement détruit le village toubou de Mangalmé au cours d'une expédition punitive.

L'opposition violente du FROLINAT à l'égard de Tombalbaye et de son régime lui a valu la sympathie des toubous. Mais la révolte des toubous avait en même temps un caractère très nettement orienté contre toute centralisation venue de N'Djaména ; ce qui va à l'encontre du nationalisme tchadien affiché par le FROLINAT.

.../...

Les combattants toubous, regroupés sous le nom de "deuxième armée", constituent une large part des forces militaires du FROLINAT. Et, en raison du caractère populaire de la révolte, la "deuxième armée" bénéficie en pays toubou d'un soutien populaire autrement plus actif que les groupes combattants du FROLINAT qui agissent dans le sud du pays, en pays sarah.

Seulement cette "deuxième armée", agissant tantôt sous le couvert du FROLINAT, tantôt de façon indépendante sous la direction d'un Goukouni ou d'un Hissène Habré, est loin d'être définitivement gagnée au FROLINAT. En plus du nationalisme tchadien que le FROLINAT prétend représenter, cette "deuxième armée", dirigée par des notables ou des intellectuels toubous, incarne le particularisme toubou. Et les deux ne se recouvrent pas, quand ils ne sont pas franchement contradictoires.

De crainte de perdre son influence sur la "deuxième armée", le FROLINAT se livre à des jongleries. Entre deux nationalismes il tente de mettre de l'eau dans son nationalisme tchadien dès que celui-ci va à l'encontre des positions affirmées des chefs toubous. C'est ainsi par exemple que le FROLINAT n'ose pas se prononcer trop ouvertement contre l'occupation de la région d'Aouzou, officiellement tchadienne, par l'armée régulière lybienne, car il sait que cette occupation n'est pas mal vue par les chefs toubous, liés par une multitude de liens - par celui de l'Islam en particulier - au régime de Khadafi.

Si le FROLINAT représentait réellement les intérêts des exploités tchadiens, il pourrait trouver un programme et un langage tel que les opprimés toubous préféreraient le suivre plutôt que de suivre des chefs traditionnels qui jouent sur leur particularisme. Mais le FROLINAT préfère composer avec les chefs traditionnels quitte à leur faire pour l'instant des grosses concessions. Et ce n'est même pas pour respecter les aspirations à l'autonomie des toubous qu'il fait ces concessions. Car même s'il dénonce les oppressions perpétrées par le régime de Malloum c'est une organisation qui se sert des mécontentements pour les canaliser, afin de se hisser au pouvoir, pour appliquer un programme nationaliste-bourgeois.

Ce programme est sans doute plus radical ; il est marqué par le désir de rendre l'Etat tchadien plus indépendant par rapport à l'impérialisme français. Mais, toute l'histoire récente de l'Afrique montre que les régimes nationalistes, même les plus radicaux, n'ont nulle part été ni capables ni même désireux d'assurer les libertés démocratiques, et parmi ces libertés, celles des minorités nationales ou ethniques à disposer d'elles-mêmes.

Et même si le FROLINAT, s'appuyant sur un véritable mouvement des masses touchant également le sud du pays, parvenait à canaliser à son profit toutes les formes de révolte à la dictature actuelle, et à s'emparer du pouvoir, il ne saurait pas résoudre le problème toubou. Ce qui n'est aujourd'hui qu'une dissension interne au FROLINAT, risque d'être alors, de nouveau, un conflit opposant l'Etat central tchadien aux toubous.

Le nationalisme, même radical, est incapable de donner une solution démocratique aux problèmes nationaux eux-mêmes. Pour les résoudre, il faudrait organiser les exploités travailleurs et paysans pauvres, sur une base de classe et avec un programme de classe, mais non pas les ligoter par les liens du nationalisme.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

ETHIOPIE

DERRIERE LA VICTOIRE DES OFFICIERS RADICAUX

LA FRAGILITE DU REGIME MILITAIRE

Le 3 Février dernier un coup d'Etat a eu lieu en Ethiopie. Au cours d'un affrontement, neuf membres du comité militaire ont été tués, dont le président de ce comité gouvernemental, Tefferi Bante.

D'un côté cet évènement marque la victoire de l'aile dite radicale des officiers qui ont pris le pouvoir il y a deux ans, en renversant le régime féodal d'Hailé Sellassié. Mais d'un autre côté, ce coup d'Etat reflète l'instabilité et le manque d'assise du régime militaire au pouvoir dans son ensemble.

Le Lieutenant-Colonel Menguistou, le nouvel homme fort du régime fait partie de ces jeunes officiers sortis du rang, membres de la petite bourgeoisie, qui avaient pour ambition de sortir l'Ethiopie de l'immobilisme, tout comme Bante, qui était lié à l'impérialisme américain. Ils aspiraient à ce que le pays se modernise et résolve les problèmes économiques cruciaux que subit l'ensemble de la population.

Depuis que les militaires sont au pouvoir, ils ont certes débarrassé le pays des grands dignitaires, mais pour le reste de leurs ambitions c'est l'échec complet. Pour les paysans pauvres, qui représentent la majorité de la population, une certaine réforme agraire a été faite par en haut. Mais les paysans n'ont aucun moyen pour l'appliquer.

Dans les villes, la population souffre du manque de produits alimentaires les plus courants, et de la hausse des prix due à la rareté des denrées.

Quand au problème des nationalités, la guerre contre l'Erythrée continue sans relâche. Les minorités ethniques continuent à être opprimées par le gouvernement militaire.

Incapables de donner des réponses satisfaisantes à ces problèmes graves, les militaires ont rapidement perdu la sympathie des couches sociales qui avaient accueilli avec enthousiasme leurs initiatives contre le féodalisme. Il faut dire que de surcroît, les militaires se sont toujours méfiés de toute autre force que la leur, même lorsque ces forces partageaient leurs aspirations.

C'est ainsi par exemple que le coup d'Etat contre Hailé Sélassié a déclenché un courant de sympathie parmi les étudiants envers les militaires "progressistes". Or le pouvoir militaire a inauguré son règne par une répression dure contre ces mêmes milieux étudiants, au point que aujourd'hui, l'intelligentsia, et la petite bourgeoisie urbaine est dans son écrasante majorité, hostile au pouvoir des militaires. C'est ce que reflète le renforcement d'une organisation d'opposition comme le PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien), de tendance maoïste.

Pourtant le programme politique nationaliste radical du PRPE n'est pas bien éloigné du programme des militaires. Mais même la petite bourgeoisie urbaine radicale et nationaliste, dont au fond, les officiers du DERG font partie, ne voit pas en l'armée, l'instrument des transformations auxquelles elle aspire.

De ce fait, la base sociale du régime est singulièrement restreinte.

.../...

Les changements intervenus au sein du DERG par la victoire de l'aile considérée plus radicale pourraient-ils arrêter l'isolement croissant du régime?.

Probablement pas. D'abord, parce que le passage du pouvoir des mains de Tefferi Banti à celles de Menguistou, n'apporte aucune solution aux graves problèmes économiques, en particulier à la crise de ravitaillement. Ensuite parce que, pour ce qui est du problème des minorités nationales, Menguistou a la même attitude répressive que son prédécesseur : en particulier il est tout aussi hostile au droit du peuple érythréen à disposer de lui-même.

Il reste, pour le régime, à tenter de jouer sur les cordes nationales, et sur les sentiments "anti-impérialiste" pour gagner une certaine popularité. D'autres régimes du même type, celui d'un Nasser en son temps, ou celui d'un Khadafi, ont utilisé ce moyen. Et, de fait, Menguistou tente de créer un sentiment d'unité nationale contre le Soudan par exemple ; et d'autre part, il essaie de se donner des allures anti-impérialistes, en engageant la politique extérieure éthiopienne un peu plus en direction de l'URSS ou de la Chine.

Mais, même dans ce domaine, Menguistou a les mains plus liées que certains de ses homologues d'autres pays.

L'impérialisme américain a un moyen de pression immédiat contre le régime, précisément en accroissant son soutien aux organisations nationalistes érythréennes, directement ou par régimes arabes réactionnaires interposés. Là encore, incapable d'avoir une politique juste à l'égard des aspirations nationales des nationalités opprimées par l'Etat éthiopien, le régime se livre, pieds et points liés, à toutes les manœuvres de l'impérialisme.

La tentative des militaires radicaux se présente sous des couleurs plutôt sombres. La répression est de plus en plus féroce à l'intérieur. Non seulement l'ambition de transformer le pays tourne court, mais le régime a même de plus en plus de mal simplement à se maintenir. Cet échec, c'est celui des officiers radicaux, mais plus généralement c'est celui de la petite bourgeoisie radicale, estudiantine dans certains pays africains, intellectuelle dans d'autres, ou encore militaire, qui a parfois de vastes ambitions de changement, mais qui est totalement incapable de les réaliser.

Tant il est vrai que la bourgeoisie, grande et petite, de nos pays est incapable de réaliser ce que ce qu'avaient réalisé les bourgeoisies montantes des pays occidentaux il y a un ou deux siècles. Dans ce monde dominé par le capitalisme décadent, par l'impérialisme, le seul programme de changement est celui de la révolution prolétarienne.

oooooooooooooooooooo

LE CONGRES DU FRELIMO

NOUVELLE ETIQUETTE ET VIEUX NATIONALISME

Au début du mois de février s'est tenu le premier congrès du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique), depuis l'indépendance acquise en juin 1975.

Il ressort notamment du long discours de son président Samora Machel que le FRELIMO veut devenir un "parti de type nouveau" fonctionnant "selon le principe du 'marxisme-léninisme'". Sur le plan international, le FRELIMO fait appel au "front anti-impérialiste" pour protéger le Mozambique contre "l'agression impérialiste".

Le FRELIMO jouit incontestablement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mozambique d'un prestige qu'il a gagné dans la lutte contre l'impérialisme portugais. Lutte qui a permis à toute la population de retrouver sa dignité.

Dans les pays d'Afrique, nombreux sont ceux qui regardent le FRELIMO avec sympathie, car c'est lui qui a capitalisé les sacrifices endurés par tous ceux qui ont lutté contre le colonialisme.

Mais si lutter pour l'indépendance est une chose, par contre être un parti prolétarien en est une autre.

D'ailleurs à ce titre, certaines organisations -entre autres Révolution Afrique- ont voulu en rajouter à la mousse en donnant une étiquette de "dictature du prolétariat" au Mozambique alors que le FRELIMO lui-même ne veut pas l'affirmer.

En fait il faut autre chose qu'un nom pour que le FRELIMO soit un parti marxiste léniniste, c'est-à-dire prolétarien, et pour que l'Etat mozambicain soit celui des travailleurs.

En tant que parti nationaliste c'est-à-dire comme parti cherchant à construire un Etat national, le FRELIMO a fait ses preuves. Il y a réussi en rangeant les exploités derrière les bourgeois, les intellectuels et les fonctionnaires, dans un "Front" de tous les mozambicains contre le colonialisme.

Mais le nationalisme aussi radical soit-il, reste un programme bourgeois, car ses objectifs ne dépassent pas ceux de la bourgeoisie nationale.

En politique il n'ya pas de miracle. Un "Front" comme l'a été le FRELIMO ne peut pas devenir un parti défendant les intérêts des travailleurs et des petits paysans sur un coup de baguette magique des dirigeants du FRELIMO.

Etre un parti prolétarien, c'est se fixer comme objectif l'émancipation du prolétariat et de toutes les classes exploitées par la destruction du capitalisme. Et le capitalisme est mondial : il n'est possible de le détruire qu'à l'échelle mondiale.

Un véritable parti prolétarien mozambicain aurait certes dû prendre la direction de la lutte pour l'indépendance. Un tel parti n'aurait pas nécessairement pu faire en sorte que la révolution des exploités mozambicains s'étende à d'autres pays. Mais il aurait en tous les cas tenté de le faire. Il se serait adressé à tout le prolétariat partout où il se trouve.

Cela n'était nullement dans les intentions du FRELIMO. Il ne s'est jamais adressé au prolétariat en tant que classe à part, ni à celui du Mozambique ni à celui d'ailleurs, plus particulièrement d'Afrique du sud et de Rhodésie.

Si le FRELIMO utilise un langage radical et l'étiquette socialiste, comme tant d'autres organisations nationalistes, c'est bien plus pour prolonger la sympathie dont il bénéficie parmi les classes travailleuses afin de mieux les entraîner dans la tâche de construction économique nationale. Comme l'affirmait Samora Machel : " Nous avons abattu

tout un système colonial et fait connaître notre lutte et notre peuple au monde entier. Nous avons aujourd'hui avec nous un peuple entier. Voilà le capital le plus précieux. C'est une situation idéale pour un décollage économique rapide, pour un développement harmonieux de notre économie."

Le 27 février 1976, le comité central du FRELIMO termine son rapport en ces termes : "... pour édifier la base économique de notre développement et de notre progrès, en nous basant par dessus tout sur le principe de compter sur nos propres forces et en renforçant notre vigilance révolutionnaire, déclenchons une offensive politique et organisationnelle généralisée sur le front de la production."

Plus simplement traduit, cela donne les intentions du FRELIMO. Voici ce que cela signifie en fait pour les travailleurs : travailler dur en se serrant la ceinture, pour l'intérêt de la nation en général. Mais tant que les bourgeois dirigent l'économie, l'intérêt national c'est d'abord l'intérêt des bourgeois.

Maintenant qu'ils sont en place, les dirigeants annoncent d'ailleurs plus clairement la couleur. Nous ne savons pas exactement ce qui se passe dans les usines et les quartiers, mais il semble que le pouvoir devienne de plus en plus rigide, aux dires même des congressistes.

Samora Machel s'élève contre la tendance gauchiste qui ferait table rase de toute la législation établie pendant la période coloniale."! Le vice président du FRELIMO, M. Dos Santos, parle déjà de l'obligation de mener une "politique d'austérité rigide...etc"

C'est pour mieux faire accepter cette politique, en trompant les travailleurs, que les dirigeants tiennent un langage "socialiste" et "anti-impérialiste".

Mais il y a aussi une autre raison à ce radicalisme : le FRELIMO l'utilise pour sa politique étrangère. Le Mozambique accepte le plan Kissinger pour l'Afrique Australe. Ce faisant, le FRELIMO a cautionné un plan de l'impérialisme conçu pour stabiliser l'Afrique Australe. L'impérialisme cherche à sauver l'Afrique de Sud en reconnaissant aux noirs de Rhodésie le droit de se gouverner "parce qu'ils sont majoritaires". Mais il ne reconnaît pas ce droit aux noirs d'Afrique de Sud ! Et en acceptant cela, le FRELIMO accepte non seulement de cautionner la domination de l'impérialisme en Afrique Australe en général, mais aussi la prolongation du régime ségrégationniste en Afrique du Sud.

Si les dirigeants mozambicains se donnent les titres de "socialistes" c'est parce qu'ils sont sûrs d'eux-mêmes. De même si les dictateurs de toute sorte, des rois féodaux aux dictateurs sanglants, se les donnent aussi, c'est justement parce que les travailleurs sont absents de la scène mozambicaine et internationale pour défendre vraiment le programme socialiste et pour faire ravalier leurs paroles à tous ceux qui parlent en leur nom pour mieux les tromper.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

ESPAGNE : QUAND JUAN CARLOS APPARAÎT COMME ARBITRE

Face aux actes terroristes de l'extrême droite, toute la gauche espagnole - Parti Communiste compris - vient de se jeter dans les bras de Juan Carlos, successeur de Franco.

Après l'assassinat en pleine rue de deux manifestants et le massacre de sept avocats communistes, la gauche a signé en commun avec les représentants du gouvernement un appel au calme.

C'est au nom d'un prétendu retour imminent au fascisme que l'opposition de gauche trouve en Carlos un sauveur ; elle trahit par ce fait la confiance de millions de travailleurs organisés derrière les partis politiques de gauche et dans les syndicats.

Seulement les mesures "anti-terroristes" prises par le gouvernement, auxquelles l'opposition de gauche a donné sa caution se retournent finalement contre la classe ouvrière. Car l'interdiction de toute manifestation ou les perquisitions et arrestations sans mandat ne vont pas en fait dans l'intérêt des travailleurs.

Ainsi donc les attentats terroristes ont poussé la gauche à se jeter dans les bras de Juan Carlos qui se trouve en position d'arbitre. Elle lui a donné la caution libérale qu'il recherchait en libéralisant les institutions. Il peut continuer cette politique qui correspond aux intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie espagnole et qui vise à dépoussiérer les institutions héritées du franquisme et pour établir un régime plus à même de tromper les travailleurs.

Et cette politique de la gauche est d'autant plus criminelle que derrière Juan Carlos, l'armée veille. Elle ne se montre pas tant que les intérêts de la bourgeoisie ne sont pas menacés. Dans le cas contraire, elle n'hésiterait pas à intervenir pour protéger ces intérêts.

C'est à cette démocratie surveillée que la gauche vient de prêter sa caution.

Si les travailleurs espagnols ne veulent pas voir leurs espoirs dans l'avenir déçus, au meilleur des cas, et au pire, d'être livrés à l'armée comme le furent les travailleurs chiliens, ils doivent se donner d'autres organisations.

* * * * *
* * * *
* *

PAYS DE L'EST

la répression n'arrête pas la contestation

Depuis quelques mois l'opinion mondiale entend de plus en plus parler de la contestation dans les pays tels que l'URSS, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

En URSS Alexandre Guinzbourg vient d'être arrêté à nouveau pour avoir fait ouvertement connaître son opposition au régime. Guinzbourg était gérant des "fonds d'aide aux familles d'emprisonnés politiques et opposants réduits au chômage". Il fait partie des nombreux autres intellectuels qui luttent contre les atrocités commises par les bureaucrates de l'URSS : depuis les emprisonnements arbitraires jusqu'aux aveux par la torture en passant par les hôpitaux psychiatriques.

En Tchécoslovaquie également la contestation se développe dans le milieu des intellectuels. 450 personnes ont signé "Chartre 77". Cette chartre se réfère notamment aux accords d'Helsinki signés par les grandes puissances (la Tchécoslovaquie les a signés également). Accords qui affirment le respect de la personne humaine.

Mais cela a suffi pour que le gouvernement cherche à les faire taire. Et cela montre la fragilité de l'appareil d'Etat bourgeois qui n'a jamais été renversé par les travailleurs tchécoslovaques, tout comme en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie.

Cet appareil d'Etat souffre lui-même des exigences de l'URSS mais ne peut pas s'en dégager au prix d'un renforcement des classes exploitées, car c'est l'URSS qui garantit sa protection vis-à-vis de ces classes.

C'est ce qui est arrivé en Pologne. En juin 1976 les travailleurs des villes d'Ursus et de Radom se sont mis en grève pour protester contre la hausse des prix.

Le gouvernement polonais a d'abord envoyé les troupes contre eux, mais cela n'a pas du tout stoppé le mouvement - bien au contraire - il a fait machine arrière. Gierek, le président, a renoncé aux hausses des prix ; il vient même d'annoncer des mesures de clémence à l'encontre de ceux qui ont été condamnés. Là aussi les intellectuels ont trouvé un moyen de s'affirmer plus ouvertement en protestant contre les emprisonnements.

Il pense peut-être enrayer la contestation de cette manière ! En tout cas cela ne fera certainement pas oublier aux opprimés tout ce qu'ils continuent à subir.

Pour le moment il semble que la contestation soit interne à la couche de privilégiés, sauf pour la Pologne. D'autre part le mouvement apparaît comme plus profond en Pologne et en Tchécoslovaquie qu'en URSS.

Les intellectuels de l'URSS par exemple, ont pour objectifs les libertés démocratiques uniquement ; en général ils ne parlent pas de la restauration du véritable socialisme. Certains comme Sakharov, sont même franchement pour le retour du capitalisme en URSS. Les signataires de la "Chartre 77" pour leur part veulent tout simplement un desserement de l'état de l'URSS sur l'appareil d'Etat tchécoslovaque.

Les révolutionnaires sont solidaires d'eux car leurs revendications vont dans le sens des intérêts des travailleurs. Mais ils n'oublient pas que ces intellectuels ne sont pas des leurs. Les travailleurs devront eux-mêmes prendre en main ces revendications pour faire renaître la démocratie en URSS, et pour installer dans les autres pays le seul pouvoir qui soit vraiment capable de donner les droits démocratiques à tous : le pouvoir des travailleurs.

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.